

Entretien avec R. Merrien, présidente de l'ANDEV, après le congrès du 7 au 9 décembre à Brest sur le thème "Parents, Ville, Ecole" (ToutEduC)

mardi, 20 décembre 2016

Dans les Villes, les acteurs de l'éducation ont de plus en plus envie de travailler ensemble (R. Merrien, Andev)

Propos recueillis par P. Bouchard, relus par R. Merrien

L'ANDEV était réunie en congrès du 7 au 9 décembre à Brest. Sa présidente, Rozenn Merrien, tire pour ToutEduC, les leçons de cette rencontre des directeurs de l'éducation des Villes et des collectivités territoriales.

ToutEduC : Vous vous êtes donné pour thème "Parents, Ville, Ecole : construire une alliance éducative, utopie ou réalité ?" Cela paraît quelque peu abstrait. Cette alliance se construit nécessairement sur des objets, sur des problèmes qu'il faut résoudre...

Rozenn Merrien : Bien sûr. Ce peut être par exemple la sécurisation des écoles qui correspond à une préoccupation importante des Villes et à une demande des familles, avec le risque qu'une logique uniquement sécuritaire amène à fermer l'école, avec ce que cela a d'anxiogène. Cette question amène à s'interroger, au-delà des investissements matériels, des équipements, sur la place des parents, sur les espaces de concertation, et finalement, elle peut paradoxalement constituer une opportunité pour un échange dans un climat serein. C'est d'ailleurs l'atelier sur "le vivre ensemble dans un contexte sécuritaire" qui a eu le plus de succès.

ToutEduC : La place des parents dans l'école a toujours fait problème...

Rozenn Merrien : En effet. Les délégués des parents participent physiquement aux conseils d'école, mais sont-ils écoutés ? Leur place mériterait d'être confortée. Sur la pause méridienne, sur l'accueil le matin, les familles ont des points de vue, des idées,... Dans les centres sociaux, des "comités d'usagers", permettent que chacun comprenne quel est le projet, se l'approprie. Pourquoi ne pas s'en inspirer pour que les familles se sentent partie prenante du projet d'école et plus largement des projets éducatifs territoriaux ?

ToutEduC : La réforme des rythmes scolaires a-t-elle constitué un facteur favorable à cette alliance que l'Andev appelle de ses vœux ?

Rozenn Merrien : Sur la plupart des territoires, la réforme a effectivement été l'occasion d'une concertation, plus ou moins approfondie, se limitant parfois à la seule définition des horaires mais allant jusqu'à l'examen de l'ensemble des dispositions du PEDT. Et l'évaluation de ces "projets éducatifs de territoire" sera, dès l'an prochain pour les communes qui ont démarré la première année, une nouvelle occasion de concertation pour toutes les parties concernées. De plus, nous aurons fin mars les résultats de l'évaluation nationale réalisée par le ministère en charge de la Jeunesse et de la Vie associative.

ToutEduC : Certains, dans le cadre des primaires de la droite et du centre, ont évoqué une remise en cause de cette réforme. Vous paraît-elle ancrée dans la réalité des pratiques ?

Rozenn Merrien : Sans généraliser, on a senti à Brest, de quelque bord qu'elles soient, que les communes songent à approfondir la réforme plutôt qu'à la remettre en cause. Elle a trouvé sa vitesse de croisière, après une première période où il s'agissait surtout de mettre en place des activités. On commence d'ailleurs à parler de temps de repos, et même du droit, pour l'enfant, de ne rien faire... On a ressenti lors de ce congrès un souci de ne pas être dans la posture, d'interroger le pouvoir d'agir des familles, et de revenir aux fondamentaux, aux valeurs éducatives, à l'objet initial, l'enfant.

ToutEduC : Concrètement ?

Rozenn Merrien : Il s'agit de définir des espaces de rencontre, par exemple des formations partagées. On constate que, sur le terrain, les cadres de la municipalité, les directeurs d'école, les responsables des centres de loisirs trouvent le temps de se parler, mais c'est souvent de manière informelle. Dès lors se posent deux questions, faut-il formaliser, organiser de manière descendante ces temps de concertation ? Comment favoriser des temps de rencontre pour les enseignants, les animateurs, les Atsem et agents spécialisés ? Cela suppose un engagement de la Ville, pour organiser les remplacements notamment...

ToutEduC : En ont-ils envie ?

Rozenn Merrien : Oui, nous constatons une vraie demande des acteurs à travailler ensemble. Avec la réforme, il est devenu évident que le secteur du loisir participait à l'éducation des enfants, à son épanouissement, et l'action de chacun est mieux reconnue, les valeurs de l'éducation populaire mieux identifiées. Ce n'est peut-être pas encore le cas partout, mais les cultures professionnelles évoluent.

Extrait de touteduc.fr du 16.12.16 : Dans les Villes, les acteurs de l'éducation ont de plus en plus envie de travailler ensemble (R. Merrien, Andev)